



Déclaration FSU

CTSD du mercredi 2 septembre 2020

Depuis la promulgation de la loi dite de « transformation de la fonction publique », le dialogue social se délite progressivement dans notre département. La FSU vous avait alerté dès le début de la dernière année scolaire sur les risques engendrés par votre éloignement progressif des personnels et de leurs représentants. Force est de constater que la situation ne s'est pas améliorée. En fin d'année scolaire, la FSU s'inquiétait de l'absence de convocation pour les CTSD et CDEN consacrés aux ajustements de dotation pour cette rentrée. Il s'est avéré que ces deux instances de dialogue sociale, indispensables à la préparation de rentrée, n'ont, sans aucune explication de votre part, pas été réunies. Après de nombreuses demandes orales et écrites, restées sans réponse, nous obtenions, à la veille d'une question diverse posée en CTA, un document recensant des informations partielles sur des ajustements de dotation concernant les collèges de notre département. Dès réception, nous vous sollicitons à nouveau pour connaître d'une part l'ensemble des ajustements de dotation dans les collèges effectués à cette date, et d'autre part des informations concernant les lycées. A cette demande vous nous informiez qu'une instance se tiendrait en septembre pour des informations plus précises, sans toutefois n'apporter aucune réponse concernant les lycées.

Le 26 août, nous recevions une convocation pour un CTSD de rentrée consacrée uniquement, et contre toute attente, au premier degré. Le 27 août, nous vous sollicitons pour que ce CTSD soit aussi consacré au second degré. Le lendemain, nous obtenions une réponse favorable de votre part indiquant qu'une nouvelle convocation serait envoyée dans la journée accompagnée des documents relatifs aux ajustements de dotation. La nouvelle convocation ainsi que les documents évoqués n'ont finalement jamais été envoyés. Le 1^{er} septembre, veille du CTSD, nous vous sollicitons, à nouveau, pour obtenir ces documents. Vous nous informiez, sans davantage d'explications, que finalement ces documents nous seraient distribués le lendemain.

La FSU dénonce l'opacité dans la préparation de cette rentrée 2020 dans notre département et le manque croissant de dialogue et de respect dont vous faites preuve.

Cette rentrée relève d'un double défi sanitaire et pédagogique. Il est à craindre que les conditions imposées, associées à cette absence de concertation, ne permettent de réussir aucun des deux.

Ce sont 47 ETP qui sont détruits dans notre département pour un nombre d'élèves équivalent dans les collèges et les lycées. Loin de répondre à la

hauteur de l'enjeu exceptionnel, les dotations prévues ne font que poursuivre une politique d'austérité engagée avant la situation exceptionnelle de l'année dernière.

Dans de nombreux établissements, le protocole sanitaire, déjà très affaibli au détriment de la santé des élèves et des personnels, ne pourra pas être respecté. Comment se laver les mains sans lavabo, savon ou gel hydroalcoolique en quantité suffisante ?

Les professeurs d'EPS, informés pendant le week-end dernier, des conditions d'exercices liés à leur discipline voient se télescoper plusieurs protocoles sanitaires.

Le désengagement de l'éducation nationale concernant la fourniture de masque pour les élèves entraîne une situation inacceptable : les collégiens de notre département, celui dont la part de la population défavorisée est la plus importante, seront les seuls de l'académie à ne pas en être équipé. Le masque ne fait pas partie du matériel scolaire. C'est un outil de protection individuelle et collective indispensable.

Impréparation, absence de dialogue, opacité et austérité. Est-ce donc cela « une rentrée normale » ?

Dans le 1^{er} degré, les ajustements de rentrée avaient permis d'exclure - dans un passé proche - toute mesure défavorable aux écoles et aux personnels. Cette revendication du SNUipp/FSU est primordiale pour nos collègues : les fermetures de poste ou de classe en septembre placent les communautés éducatives dans des situations complexes. Élèves ballottés d'une classe à l'autre, collègues contraints de jeter à la corbeille des semaines de préparation inutiles : la rentrée doit être un moment de sérénité pour tous. Ces décisions ont un impact trop négatif pour être rééditées chaque année, les dotations départementales doivent intégrer cet élément et être réévaluées en conséquence.

La FSU souhaite également évoquer l'orientation des élèves en situation de handicap. En cette rentrée, faute de places suffisantes, des élèves devront rester une année de plus dans leur classe d'origine alors que la MLA préconise une orientation. Qui accepterait qu'un enfant de CM1 ne puisse aller en CM2, faute de place ? C'est pourtant le sort qui est réservé à ces enfants depuis trop longtemps, les places nécessaires doivent être créés et ces situations définitivement éradiquées.

Enfin, nous constatons que la généralisation du dédoublement des GS en éducation prioritaire patine : faute de postes suffisants, une mise en œuvre exhaustive est impossible pour vos services. La mise en œuvre partielle de ce dispositif repose en partie sur un levier commode, mais injuste : la réduction du nombre de TPS scolarisés dans ces écoles. Cette disposition est injuste parce que les politiques publiques en faveur de ces enfants n'ont cessé d'être moins-disantes dans notre département. Pour

les élèves les plus défavorisés, il n'y a pas d'alternative : s'ils ne sont pas scolarisés, ces enfants resteront à la maison, quand d'autres bénéficieront de programmes éducatifs en crèche ou en jardin d'enfants. L'école maternelle, en adaptant ses propositions pédagogiques, a déjà démontré qu'elle savait donner plus à ces jeunes élèves et battre en brèche ces inégalités en construction. Face à ce défi, les politiques publiques ne doivent pas renoncer et relever le taux de scolarisation qui s'est effondré en 20 ans.